

<https://ricochets.cc/Les-residences-secondaires-un-fleau-qui-complice-le-logement-et-alimente-les-prix-elevés.html>



Les résidences secondaires : un fléau qui complique le logement et alimente les prix élevés

- Les Articles -

Date de mise en ligne : vendredi 22 juillet 2022

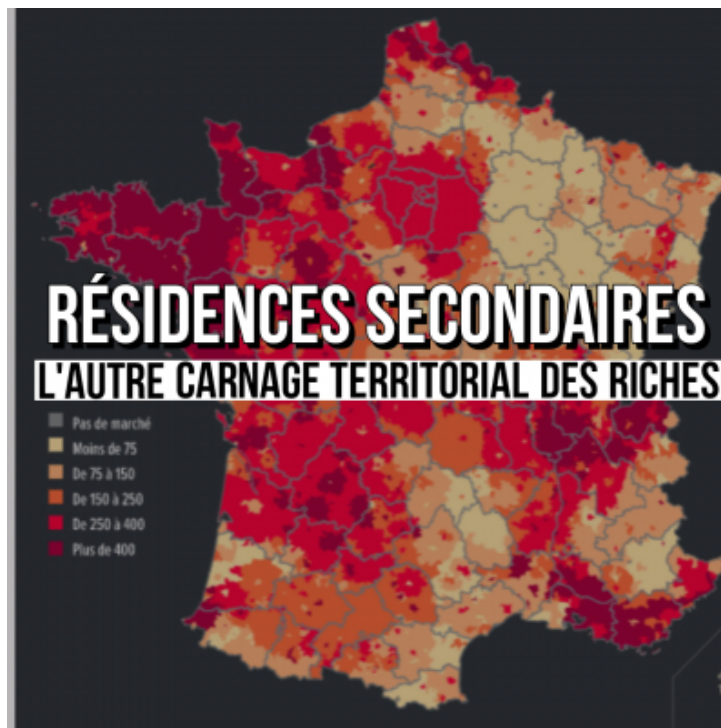
Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans les régions touristiques prisées, les résidences secondaires rendent l'accès au logement très difficile, voir impossible pour des pauvres, des jeunes et des précaires.

Avec les mécanismes du marché capitaliste et de la spéculation, les prix de l'immobilier crèvent des plafonds.

De plus, les résidences secondaires n'apportent pas de véritable vie sociale aux communes.

La Drôme est concerné également par ce phénomène, notamment tout le côté ouest du département, avec un gros point rouge aussi autour de Die.



Les résidences secondaires : un fléau qui complique le logement et alimente les prix élevés Après les centre-villes, les riches s'accaparent aussi les territoires ruraux et littoraux

4 RÉSIDENCES SECONDAIRES : L'AUTRE CARNAGE DES RICHES à

Alors qu'approche l'été et que de nombreux parisiens fortunés et autres riches citadins s'apprêtent à gagner leurs résidences secondaires, un petit rappel des conséquences qu'engendre ce phénomène nous semble essentiel.

Aujourd'hui en Bretagne, en Corse, au Pays Basque et ailleurs sur le littoral français, il devient de plus en plus difficile, si ce n'est impossible, d'accéder au logement. Les locations à l'année sont introuvables et l'acquisition demeure plus que jamais inaccessible à l'écrasante majorité de la population. Il est nécessaire d'aller toujours plus loin dans les terres pour espérer pouvoir trouver une habitation. Pourtant, nombre de communes du littoral regorgent de logements inhabités, à tel point qu'elles ressemblent à des villes fantômes près de huit mois sur douze. Volets clos et commerces fermés la moitié de l'année sont ainsi devenus le quotidien des habitants restants.

Les municipalités sont désarmées face à ce problème d'envergure. Leurs compétences limitées ne leur permettent pas d'y faire face. Ainsi, plutôt que de s'attaquer au cœur du problème elles n'ont d'autres choix que d'accroître l'artificialisation des sols en construisant de nouveaux logements afin de faire face à la pression foncière toujours plus importante.

Ce ne sont pourtant pas les solutions qui manquent. **A titre d'exemple, au Pays de Galles la taxe d'habitation sur**

les résidences secondaires devrait augmenter de 300% d'ici l'année prochaine. Pourtant, en France, les pouvoirs publics, qui semblent peu concernés par cette problématique jugent ce genre de mesures discriminatoires. Il serait donc normal de voir croître le gouffre entre riches et pauvres mais discriminatoire de vouloir mettre en place des mesures pour tendre vers davantage d'égalité ? Aujourd'hui dans de nombreuses communes du littoral le taux de résidences secondaires dépasse les 70% et la population locale n'a tout simplement plus les moyens de se loger. Les jeunes ménages en particulier sont les plus touchés et sont contraints de chercher des logements toujours plus loin de chez eux. Ce phénomène est d'ailleurs encore plus prégnant sur les îles, qu'il s'agisse de la Corse ou des îles du littoral breton qui ressemblent de plus en plus à de vastes camps de vacances pour riches citadins.

Dans cette France jacobine et centralisatrice que nous ne connaissons que trop bien, nos collectivités locales sont donc réduites à observer en silence leurs communes se vider petit à petit de leurs habitants.

Enfin, en plus de tout ceci, nous sommes chaque été contraints de composer avec la suffisance et la prétention des riches citadins qui pensent nous faire un cadeau en nous gratifiant de leur présence aux mois de juillet et d'août. **Sachez que l'argent que vous consentez à dépenser au cours de vos petites vacances dans vos résidences secondaires ne comble pas les conséquences de l'absence d'activité le reste de l'année. Restez chez vous, nous squatterons vos demeures et nos régions ne s'en porteront que mieux. Vous êtes responsables de la désertion de nos communes.**

(post et visuel de Cerveaux non disponibles)

Remarques

Cohabitation, échanges de logement, habitat léger, gîtes abordables...

Il y aurait d'autres manière de voyager et séjourner que des résidences secondaires qui accaparent terres et bâtiments pour une minorité et souvent pour un très faible pourcentage de l'année.

Cohabitation, échanges de logement, habitat léger, gîtes abordables...

Mais pour les riches ce n'est pas assez « confort », il leur faut leur grande villa rien qu'à eux, si possible dans des quartiers peuplés que de leurs semblables, avec leurs bibelots type brocante, leurs fauteuils stylés, leurs tableaux type paysage de campagne, leur piscine...

Comme toujours, avec le marché capitaliste, la société de masse, les inégalités sociales, l'absence de démocratie, la course à rentabiliser tout et n'importe quoi, la chasse à l'habitat léger, les habitudes individualistes et égoïstes, les transhumances massives qui se font toutes en même temps... les évolutions positives (socialement et écologiquement) du secteur immobilier sont bouchées.

Vivement le destop (bio) !

La propriété privé immobilière et le marché capitaliste apportent bien plus de problèmes que d'avantages

C'est la même chose pour les passoires thermiques, le mal-logement, les prix exorbitants, le tout béton, les lottissements sur terres agricoles, les maisons vides, les propriétaires qui cumulent et s'enrichissent sur la vie des autres... La propriété privé immobilière et le marché capitaliste apportent bien plus de problèmes que d'avantages, sauf pour les riches bien sûr, et comme ce sont eux qui dirigent et qui diffusent la culture dominante qui est copiée/regurgitée par les masses..., les masses veulent espérer vivre « comme » (de loin en réalité) les riches et refusent souvent tout changement elles aussi.



Les résidences secondaires : un fléau qui complique le logement et alimente les prix élevés Le libre marché capitaliste et sa propriété privée immobilière, un des facteurs du fléau du secondaire

! BONNE IDÉE : OCCUPER LA RÉSIDENCE SECONDAIRE D'UN MINISTRE

- La maison secondaire de Bruno Le Maire envahie et « détuilée » pour le déplafonnement des taxes sur ces résidences

En France il y a plus de 3,6 millions de résidences secondaires alors que 300 000 personnes sont considérées comme sans domicile fixe et que des millions de personnes galèrent pour payer leur loyer. En France, 24% des ménages monopolisent 68% des biens immobiliers et sont donc des rentiers qui vivent sur le dos de locataires. **Alors que l'on parle régulièrement du coût de la vie et du prix du carburant, la crise du logement est probablement le problème social numéro 1 : la part de l'immobilier dans le budget des ménages a explosé ces 20 dernières années. De là découle tout le reste, lorsqu'on dépense plus de la moitié de son salaire pour se loger dans un petit studio, c'est tout le reste qui est amputé : déplacements, nourriture, chauffage, loisirs...**

Et au coeur de ce problème, les résidences secondaires. Elles prolifèrent, avec la bénédiction de l'État. Les taxes sur ces résidences, occupées seulement quelques semaines par an, sont plafonnées. Les riches peuvent donc posséder un ou plusieurs lieux de villégiature pour leurs vacances pendant que la majorité des gens ne possèdent pas de logement décent pour vivre. C'est particulièrement le cas au Pays Basque ou en Bretagne. L'achat de maisons secondaires fait exploser les prix dans nos régions. Les habitants locaux ne peuvent plus se loger chez eux à cause de propriétaires qui ne vivent même pas ici !

C'est là qu'intervient la bonne idée de la semaine. Lundi 11 juillet, des militants et militantes basques sont allées occuper la résidence secondaire du ministre de l'économie Bruno Le Maire. La grosse maison de plus de 300 mètres carrés et un terrain est à deux pas de la côte, près de Saint-jean-des-Luz. « Il existe au moins 41 000 résidences secondaires du Pays basque Nord. Cela représente plus de 21% du parc de logements » rappelle le collectif Herria Bal à l'initiative du coup d'éclat.

Pour exiger une mesure de déplafonnement de la taxe sur les résidences secondaires, des tuiles du toit de la maison ont été enlevées pour symboliser la demande. Après l'arrivée des forces de l'ordre, les militant-es ont eu le ministre au téléphone et ont obtenu un rendez-vous dès juillet avec un membre du cabinet du ministre de l'Économie. Dès qu'on touche directement à leurs biens les puissants répondent, alors qu'ils sont sourds aux revendications en temps normal. En France, l'opacité règne. Contrairement à ce qui se passe dans les pays anglo-saxons, les noms et les biens des riches et des décideurs sont inconnus de la population. Aux USA, des manifestations ont eu lieu autour du domicile du policier qui a tué George Floyd, ou de la maison d'un juge de la Cour Suprême. C'est bien le caractère public des décisionnaires et la transparence sur leurs richesses et leurs adresses qui permet un contrôle populaire. La preuve avec Bruno Le Maire.

(post de Contre Attaque)